

Questions pour le magazine Mutualité fonction publique

10 570 signes maxi. (8 000 signes de réponses + 2570 signes de question)

1) *Comment chaque citoyen français peut-il avoir accès demain à une protection sociale et solidaire ?*

La France n'a jamais été aussi riche. Elle a les moyens de sécuriser chacun contre les grands risques de l'existence. Pour cette protection sociale solidaire, nous avons un outil formidable : la Sécurité sociale ! Je veux la défendre et l'étendre en construisant une Sécurité sociale intégrale. Je propose de commencer en remboursant les soins à 100% par la Sécu. M. Fillon veut la détruire. C'est un choix de société.

2) *Est-ce que vous estimez que les agents publics sont indispensables ? Pourquoi ?*

Le fonctionnaires-bashing est une honte. Sans le dévouement des agents publics, les services publics se seraient effondrés. Vouloir supprimer 500 000 postes de fonctionnaires comme M. Fillon c'est détruire l'Etat. Nous avons au contraire besoin de reconstruire un Etat républicain, garant de l'égalité partout et pour tous. Compétence, sens du service public et de l'intérêt général : les agents publics sont indispensables. Le chantage aux prélèvements obligatoires est une mascarade. Quand on est malade, il faut être soigné. Les frais sont donc un prélèvement contraint même si c'est une dépense privée. Le service public et la sécurité sociale coûtent moins cher et fonctionnent mieux que le privé. Il n'y a qu'à comparer les politiques de santé aux Etats-Unis et en France !

3) *Vous souhaitez créer un « droit opposable à l'emploi » (dans le cadre d'un « service public de l'emploi »). Seriez-vous donc le seul à vouloir augmenter le nombre de fonctionnaires en France ?*

C'est bien possible et alors ? Mais distinguons deux choses. Premièrement, il faut reconstruire nos services publics. L'affaiblissement de l'Etat, c'est le chaos partout : à l'hôpital, sur les rails, à l'école, dans les tribunaux etc. Plus de 20 000 journées de classes par an sont perdues faute de professeurs remplaçants. Les personnels hospitaliers sont épuisés. Nous proposons 60 000 enseignants supplémentaires et autant de personnels soignants.

L'idée du droit opposable à l'emploi a un autre point de départ : c'est l'expérience de l'association de lutte contre la pauvreté ATD Quart-monde pour des « territoires zéro chômeur de longue durée ». Pour nous, les humanistes, chaque personne est une richesse même si son activité n'est pas assez rentable pour le marché. Nous pensons qu'il vaut mieux dépenser de l'argent public pour embaucher des personnes dans des emplois publics que pour essayer de les faire survivre au chômage. Comme nous voulons créer plus de 3 millions d'emploi par la relance de l'activité et le partage du temps de travail, les emplois disponibles augmenteront. L'Etat employeur en dernier ressort ne sera donc qu'un dernier recours. Mais c'est une garantie de dignité universelle pour tous les travailleurs.

4) *Vous voulez créer un nouveau statut pour les travailleurs avec « une Sécurité sociale intégrale ». Comment et avec quels moyens - sachant que l'estimation de cette mesure est évaluée à 638 € de hausse des prélèvements obligatoires par personne et par an (par la Mutualité Française) ?*

Ce chiffre est d'une totale mauvaise foi. Aujourd'hui, ce sont les complémentaires santé qui coûtent en moyenne 700 euros à chaque Français, parfois beaucoup plus. Notre proposition de « 100% sécu » ne coûtera pas un centime de plus que ce que les gens paient aujourd'hui pour leur complémentaire. Et avec le même argent, ils seront mieux remboursés car nous supprimerons aussi le reste-à-charge, notamment sur les lunettes, l'auditif, les soins dentaires. Tout cela est parfaitement finançable. Les cotisations pour les complémentaires seront transférées vers l'Assurance-maladie qui prendra en charge les remboursements actuels. Reste à trouver 16 milliards d'euros pour rembourser ce qui reste à la charge des patients aujourd'hui. Il y a au moins 20 milliards d'euros récupérables : 8 milliards d'euros de dépassements d'honoraires à supprimer, 6 milliards à économiser en supprimant les doublons actuels entre Sécu et complémentaires, 3 milliards en faisant baisser le prix des médicaments, et 3,5 milliards d'euros de niches fiscales pour les assurances complémentaires. Le 100% Sécu est possible sans coût supplémentaire pour les assurés ! Ceux qui n'en veulent pas proposent de payer plus cher pour être moins bien remboursés.

5) *En novembre dernier, vous avez twitté : « soutien aux personnels de la santé et du social, qui*

dénoncent aujourd'hui coupes budgétaires et conditions de travail ». Quels moyens supplémentaires aimeriez-vous allouer au secteur, que vous préleveriez où ?

Les patients ne sont pas des marchandises et les soignants non plus. Une population mieux soignée et un système mieux organisé coûteront moins cher. Mais j'assume : il faudra un effort budgétaire pour l'hôpital et la santé. Les déserts médicaux et les dépassements d'honoraires sont des facteurs de surcoûts et de désorganisation. Je généraliserai les centres de santé avec l'embauche de médecins publics, généralistes et spécialistes, pour combler les déserts médicaux. Chacun sera ainsi soigné sans surcoût, près de chez lui, et sans attendre 6 mois pour un rendez-vous ! Les professionnels seront stabilisés dans leur vie professionnelle. A l'hôpital, la tarification à l'activité sera supprimée. Elle défigure l'hôpital en un productivisme mutilant pour les soignants et les soins.

6) Les inégalités dans l'accès à une complémentaire santé sont flagrantes entre salariés du privé et agents publics, en particulier depuis l'entrée en vigueur de l'ANI le 1^{er} janvier 2016 (accès à une complémentaire obligatoire pour les salariés, soutenus à hauteur d'au moins 50 % de leurs cotisations par leur employeur privé alors que seuls 3 % en moyenne sont attribués aux agents publics). Quelles mesures envisagez-vous pour pallier ces inégalités de traitement ?

J'étais contre cet ANI, soutenu par le PS. Sortons de cette concurrence absurde entre public et privé. La jalousie ne règlera rien, ni dans un sens ni dans l'autre. Je propose que tous les Français soient remboursés par la Sécurité sociale, sans complémentaire. De même, imposer des jours de carence en cas d'arrêts maladie est absurde. Quand on est malade, mieux vaut rester chez soi et se soigner qu'aller contaminer ses collègues !

7) Que pensez-vous du crédit d'impôt pour tous, proposé par certaines mutuelles de fonctionnaires et permettant un accès équitable pour tous les Français à la complémentaire santé ?

C'est la même logique. Ceux qui refusent le 100% Sécu sont condamnés à inventer des rustines illisibles et des replâtrages inégalitaires. Pourquoi veulent-ils faire compliquer quand on peut faire simple en faisant la Sécurité sociale intégrale ? Même le président de l'AP-HP et le titulaire de la chaire santé de Sciences-Po me donnent raison. Je propose quelque chose de bon sens.

8) « Les agents de la fonction publique d'Etat sont très attachés aux mécanismes de solidarité contributive, familiale et générationnelle portés par les mutuelles de fonctionnaires » (M. Bricet, président de la MFP, AG du 6 juin 2016). Que proposez-vous aux fonctionnaires pour faire évoluer ce modèle mutualiste sans le détruire ?

Les mutuelles ont été une formidable invention de solidarité concrète par le mouvement ouvrier. La création de la Sécurité sociale doit beaucoup à ce mouvement. La Sécurité sociale intégrale c'est l'esprit mutualiste poussé jusqu'au bout et partagé entre tous les Français. J'en profite pour rassurer les salariés des mutuelles. Nous aurons besoin d'eux, soit dans la Sécurité sociale, soit pour généraliser les centres de santé où le savoir-faire mutualiste sera précieux. Aujourd'hui, l'esprit mutualiste est souvent plus un souvenir qu'une réalité. En parts de marché comme sur les principes, les dirigeants de la Mutualité ont perdu le pari de s'aligner sur les directives européennes pour les assurances. La Sécu intégrale offre un meilleur avenir pour l'esprit mutualiste.

9) Les agents publics sont couverts majoritairement par les mutuelles de fonctionnaires en termes de perte d'autonomie/dépendance et aujourd'hui, les employeurs publics eux-mêmes semblent remettre en cause cette protection globale pourtant couvrante et solidaire : Quelle est votre position par rapport à cela ? Cette couverture couvrante et plébiscitée doit-elle être généralisée ?

Le gouvernement obéit à la pression de la Commission européenne. M. Fillon, lui, veut que la prise en charge de la dépendance passe par des assurances privées, facultatives. Ceux qui pourront payer seront couverts, pas les autres. Je dis non. Je propose au contraire que la perte d'autonomie soit assurée de façon solidaire.

10) Les acteurs mutualistes dénoncent une marchandisation de la santé. Quel est votre point de vue sur la question ?

Ils ont raison. L'hôpital public recule au profit des cliniques privées. Les assureurs grignotent les

mutuelles qui grignotent la Sécu. Les lobbies et l'industrie pharmaceutique ont de plus en plus de poids. Je veux la révolution citoyenne, c'est-à-dire le retour des citoyens aux postes de commande. Il faudra aussi le faire dans la santé. Je propose par exemple qu'on réinstaure des élections pour la gestion de la Sécurité sociale. Et qu'un pôle public du médicament mette fin aux abus et aux conflits d'intérêts dans ce domaine.

11) *Quels sont vos axes prioritaires en termes de santé publique ?*

La grande oubliée, c'est la prévention. La pollution, les pesticides et les perturbateurs endocriniens sont les scandales sanitaires du moment. L'ONU s'alarme de la résistance des microbes aux antibiotiques à cause de leur sur-utilisation. La médecine scolaire et la médecine du travail sont malmenées. Faire la guerre à malbouffe, interdire les pesticides en commençant par les glyphosates, sortir des énergies carbonées, reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle, voici l'urgence de la santé publique. C'est aussi un enjeu de justice sociale. Car les premières victimes sont les pauvres, les chômeurs, les ouvriers, les employés.

12) *Quel modèle de protection sociale et de santé au 21^e siècle, en particulier pour les agents publics ?*

La Sécurité sociale intégrale ! Face à la maladie, à la vieillesse et aux grandes incapacités de la condition humaine, on ne s'en sortira jamais tous seul. Chacun pour soi, c'est la fin pour tous. On ne peut pas vivre heureux dans un océan de malheur. Je prône l'avenir en commun. L'histoire de l'humanité est la lutte contre la précarité de son existence. C'est avec ce fil que je propose de renouer.